

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 28 mars 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), sur la première quinzaine du mois de mars 2024, le taux d'inflation aurait accéléré à 4,48 %, contre 4,35 % fin février 2024.

LE CHIFFRE A RETENIR

4,48 %

Inflation enregistrée pour la
première quinzaine de mars
2024

L'inflation sous-jacente aurait également accéléré sur la première quinzaine du mois de mars à 4,69 %, contre 4,66 % fin février. Elle serait majoritairement tirée par les services (+5,6 % g.a.), plus particulièrement le transport aérien (+55 % g.a.) et les services touristiques (+16,3 % g.a.), en raison notamment des vacances de la Semaine Sainte au Mexique et dans la région.

Les pressions inflationnistes viendraient aussi de l'inflation non sous-jacente, incluant les biens dont les prix sont les plus volatiles, à l'instar des produits agricoles (+4,69 % g.a. sur les deux premières semaines de mars) rompant ainsi la tendance baissière observée dernièrement.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les réserves internationales de change de la Banque centrale du Mexique (Banxico) auraient atteint le record de 217 Mds USD au 22 mars 2024. Le niveau actuel serait le plus élevé depuis 1996. Selon le FMI, Banxico serait ainsi en capacité d'absorber les chocs défavorables tout en conservant un niveau de réserves internationales confortable. Sur les trois premiers mois de l'année, Banxico aurait accumulé 4 Mds USD en 2024, contre 3 Mds USD en 2023 et 2 Mds USD en 2022. Actuellement, les réserves internationales couvriraient 4 mois d'importation, soit un mois de plus que le seuil de 3 mois préconisé par le FMI. Par ailleurs, le Mexique dispose d'une ligne de crédit (FCL) de 35 Mds USD avec le FMI, tirée en cas de crise ou d'accentuation des risques. Selon Banxico, les réserves internationales seraient composées à 88 % de devises étrangères, 7 % de monnaie de fonctionnement du FMI et 3,5 % d'or.

Pour 2025, le Ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) prévoit une croissance du PIB de 2,5 % et un taux d'inflation à 3,3 %. Par ailleurs, le SHCP n'attendrait pas de dépréciation du peso mexicain, lequel se stabiliserait autour de 18 MXN/USD fin 2025 contre 17,8 MXN/USD fin 2024. En outre, selon les prévisions du Ministère, entre 2024 et 2025, le prix du baril de pétrole passerait en moyenne de 71,3 USD à 58,4 USD, expliquant ainsi une baisse attendue de 13,5 % des recettes pétrolières en 2025. Pour finir, selon le SHCP, le déficit budgétaire passerait de 5 % du PIB en 2024 à 2,5 % du PIB en 2025, soutenu par une augmentation des recettes budgétaires de 3 % g.a. en 2025.

En février 2024, les exportations mexicaines auraient augmenté de 13 % g.a. et les importations de 9,7 % g.a. selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). En février, les exportations totaliseraient 50,7 Mds USD contre 51,3 Mds USD pour les importations, générant ainsi un léger déficit commercial de 500 M USD, le plus faible sur les 3 derniers mois. Les exportations seraient tirées par l'expansion du secteur manufacturier (+ 13,3 % g.a. en février 2024) et plus précisément le secteur automobile (+27 % g.a.) ainsi que l'augmentation des exportations agricoles (+ 12 % g.a.). Concernant les importations, les biens de consommation auraient cru de 14 % g.a. en février 2024, contre 8 % g.a. pour les biens intermédiaires et 19 % g.a. pour les biens d'équipements. Pour finir, la balance pétrolière aurait affiché un déficit de 645 M USD, conforme à sa tendance déficitaire depuis 2014.

Les impôts versés par Petroleos Mexicanos (Pemex) auraient chuté de 72 % en termes réels au cours des 6 dernières années, en raison notamment du soutien financier octroyé par le gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO). La principale mesure de soutien serait la baisse du taux d'imposition du *Derecho Utilidad Compartida* (DUC), impôt sur les bénéfices générés à partir d'activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz naturel, soit la principale contribution fiscale de

Pemex. Le taux aurait diminué de 65 % en 2018 à 30 % en 2024, mais l'entreprise aurait également été exonérée de l'acquittement de cet impôt au cours du dernier trimestre de 2023 et en janvier 2024, afin de lui permettre d'honorer ses dettes de court terme. Malgré cela, Pemex est l'entreprise qui paierait le plus d'impôts au Mexique.

En février 2024, la production de barils de pétrole aurait baissé pour le 6^{ème} mois consécutif, enregistrant une diminution de 2,4 % g.a., soit son niveau le plus bas depuis le début du sexennat d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) selon Pemex. Avec une production de 1,5 M de barils de pétrole brut par jour (mb/j) en février 2024, la compagnie pétrolière nationale enregistrerait une baisse de 12 % par rapport au début du mandat d'AMLO. Cette performance est par ailleurs bien inférieure à l'objectif d'AMLO de parvenir à une production de 2 mb/j d'ici la fin de son sexennat. Les exportations de pétrole brut se seraient contractées de 1,1 % g.m. en février 2024, majoritairement à destination du continent Américain (65 %) suivi de l'Extrême Orient (18 %) puis de l'Europe (17 %). Les recettes générées par ces exportations auraient diminué de 4,1 % g.m. en février 2024, alors même que le prix moyen du pétrole à l'exportation aurait augmenté de 3,6 % g.m., à 71,19 USD le baril.

Finances publiques

Selon le SHCP, les recettes publiques auraient augmenté de 6,8 % g.a. en février 2024 mais se maintiendraient en dessous des 400 M EUR initialement prévus par le gouvernement. Cet écart serait notamment dû à la faiblesse des recettes pétrolières (inférieures de 2 Mds EUR au montant prévu) alors que les recettes fiscales auraient augmenté de 8,2 % g.a. (+46,8 M EUR). En outre, les recettes issues de la TVA auraient progressé de 4,1 % g.a. sur les deux premiers mois de 2024, notamment stimulées par le dynamisme de la consommation privée.

Si, sur les deux premiers mois de l'année, les dépenses publiques ont augmenté de 30,5 % g.a., on observerait toutefois une sous exécution du budget sur cette période. Les dépenses sociales auraient augmenté de 44,5 % g.a. tandis que les dépenses consacrées au développement économique auraient progressé de 43,6 % g.a. sur cette période.

Le Ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) continuerait de financer sa dette sur le marché local au cours du T2 de 2024. Selon le SHCP, la part de la dette domestique sur la dette totale aurait augmenté de 5 points de pourcentage à 76 % g.a. en janvier 2024. La dette du SHCP serait détenue à 76 % en peso mexicain, conformément à la stratégie du gouvernement de donner la priorité à la dette sur le marché local.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 28/03/2024
Bourse (IPC)	1,05%	+7,82%	57 209,7 points
Change MXN/USD	-0,66%	-8,12%	16,63
Change MXN/EUR	-1,32%	-8,58%	17,94
Prix du baril mexicain	-1,76%	22,61%	76,50

Amérique centrale

La région du CA-4 devrait investir 250 M USD dans le marché électrique régional sur la prochaine décennie. Selon le régulateur du marché, un montant de 200 M USD doit notamment être investi dans 29 projets de transmission, dont 41 % au Honduras et 37 % au Costa Rica. Le solde devrait être investi dans l'extension du réseau régional, pour porter sa capacité de transmission de 450 à 550 MW d'ici 2033.

Costa Rica

Selon le président Rodrigo Chaves Robles, le Costa Rica deviendrait le premier « hub » du continent dans la production de semiconducteurs grâce à son alliance avec les Etats-Unis. Cet objectif s'inscrit dans la loi « *Chips and Science Act* » approuvée au Congrès américain, et officialisée par la visite de la Secrétaire du Commerce des Etats-Unis en mars 2024. Le Costa Rica est une destination stratégique pour les investissements dans la production de semi-conducteurs (Intel y dispose d'une usine d'assemblage et prévoit un nouvel investissement à hauteur de 1,2 Md USD sur 2 ans). La feuille de route costaricienne s'appuie sur un développement des compétences, l'instauration d'incitations fiscales, le renforcement de l'attractivité pour attirer des investisseurs étrangers et une meilleure régulation du secteur.

El Salvador

La Banque centrale prévoit une croissance entre 3 et 3,5 % en 2024. Ces prévisions sont sensiblement plus optimistes que celles des bailleurs (+2,3 % selon la Banque mondiale, +2 % selon la CEPAL et +1,9 % selon le FMI).

Le groupe turc Yilport annonce avoir signé un protocole d'accord pour la concession des ports d'Acajutla et de La Union. Cette annonce, portant sur une concession de 100 ans, n'a cependant pas encore été confirmée par la CEPA (autorité portuaire). Dans la région, Yilport opère déjà les ports de Puerto Quetzal (Guatemala), Puerto Bolivar (Equateur) et Paita (Pérou).

Avianca annonce le lancement d'une ligne directe San Salvador / Montréal. Mise en place à compter de juin à raisons de trois rotations par semaine, cette ligne sera opérée sur A320 et sera la seconde de la compagnie depuis San Salvador à destination du Canada, après Toronto.

Guatemala

Les Etats-Unis et le Guatemala tiennent leur dialogue économique de haut niveau. Les cinq axes de travail identifiés pour la mandature initiée en janvier sont la lutte contre la corruption, la sécurité alimentaire, l'investissement en énergies renouvelables, la loi sur la concurrence et le développement local au travers des *remesas*.

Les Etats-Unis promettent 170 M USD supplémentaires pour l'amélioration du contexte sanitaire, économique et de sécurité. En particulier, 50 M USD seront dédiés au plan « Guatemala se transforma » visant à moderniser les institutions de justice et de sécurité, tandis que des initiatives seront lancées pour la promotion des PPP, le renforcement du secteur textile, l'amélioration des techniques agricoles ou encore l'entrepreneuriat des femmes indigènes.

Honduras

La croissance aurait atteint 3,6 % en 2023 selon la Banque centrale (BCH). Ce chiffre légèrement supérieur aux prévisions (3 à 3,5 %) est notamment attribuable au secteur de la construction (+11,4 %) et à celui de l'électricité (+9,4 %), sous l'effet notamment du recul des prix des combustibles.

La BCIE octroie à la BCH une seconde tranche de 50 M USD pour appuyer les réserves internationales. Les réserves de la BCH remontent ainsi à 4,8 mois d'importations, tandis que 400 M USD restent disponibles auprès de la BCIE dans le cadre de ce programme. Selon le patronat (COHEP), près de 92 % des entreprises locales continuent d'éprouver des difficultés d'accès aux devises.

Nicaragua

La croissance aurait atteint 4,6 % en 2023, selon la Banque centrale. Le PIB par habitant aurait quant à lui progressé de 12,8 %, à 2 608 USD. La croissance en 2023 a été tirée par l'hôtellerie & restauration (+23,3 %), les mines (+12,8 %) et l'électricité (+12,7 %).

La maquila Kontoon Brand quitte le pays. L'entreprise américaine de confection (opérant notamment pour les marques Wrangler et Lee) cite les difficultés d'approvisionnement en matières premières dans le pays pour justifier son départ, à destination du Mexique. Selon certains observateurs, les difficultés d'obtention d'autorisations administratives seraient cependant également en cause. Cette fermeture met au chômage près de 3 000 personnes.

Panama

Le coût de la masse salariale pour l'Etat représenterait 5 Mds USD en 2023, un montant en hausse de 2,8 % par rapport à 2022. Depuis 2019 et le début de la présidence de Laurentino Cortizo, ces dépenses auraient augmenté de 20 % pendant que le PIB a connu une croissance de 13 % sur cette période. La réduction de la masse salariale publique est un des enjeux de l'élection présidentielle du 5 mai 2024.

Le métro de Panama, dont la fourniture (matériel roulant et les systèmes d'électromécaniques) et la maintenance sont opérés par un consortium d'entreprises françaises, serait le service public le mieux valorisé selon un sondage du journal national *La Prensa*. Parmi les sondés, 70 % se considéreraient « assez satisfaits ou » totalement satisfaits du service ». A l'inverse, le système de collecte des déchets et la distribution en eau potable par l'Institut des aqueducs et des égouts (IDAAN) sont eux très décriés.

Caraïbes

Cuba

En janvier 2024, les exportations Unis de biens alimentaires et agricoles en provenance des Etats à destination de Cuba auraient augmenté de 40 % g.a. selon le Conseil Economique et Commercial Etats-Unis. Les exportations auraient dépassé les 45 M USD. Parmi celles-ci, les produits à base de viande de volaille représentent plus de 2/3 des ventes totales de productions agricoles, suivies du soja et de la viande de porc. Les données publiées par le Département de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA) ne sont pas ventilées par catégorie d'acheteur, il est donc impossible de quantifier la part des importations faites par le secteur privé à Cuba. Etablie par les Etats-Unis en 2000, la loi, *Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act of 2000* (TSREEA), a ré-autorisé les échanges commerciaux directs vers Cuba pour tous les biens agricoles et alimentaires, sous couvert du respect de conditions particulières (paiement comptant et liquide).

Dominique

Le volume des échanges commerciaux entre la Chine et Dominique aurait atteint 70 M USD en 2023. Le 25 mars, le Premier ministre chinois, Li Qiang a reçu son homologue

dominiquais, Roosevelt Skerrit à Pékin pour célébrer les 20 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Depuis 2004, les relations se sont intensifiées avec notamment la signature d'un protocole d'accord de la part de la Dominique en 2018 pour coopérer sur l'initiative chinoise de « Belt and Road » (nouvelle route de la soie). Le montant des projets menés par la Chine sur le territoire dominiquais atteindrait 500 M USD, principalement sous forme de prêts et de subventions.

Jamaïque

Le FMI salue la réduction de la dette publique, la maîtrise de l'inflation et le développement de l'économie, soutenue par une forte reprise du tourisme qui dépasse le niveau prépandémique. Selon le FMI, la croissance économique devrait atteindre 1,7 % en 2024. Il recommande au gouvernement jamaïcain de poursuivre dans la voie des réformes afin de renforcer la résilience de son économie, notamment vis-à-vis de possibles événements climatiques.

République Dominicaine

Selon la Banque centrale de la République Dominicaine (BCRD), la croissance économique aurait atteint 6,2 % g.a. au cours du mois de février 2024. Cette performance dépasse le taux de croissance de 4,6 % observé en janvier 2024, donnant ainsi lieu à une croissance cumulée de 5,4 % pour les deux premiers mois de l'année 2024. A titre de comparaison, le taux de croissance à la même période de 2023 était plus modeste, s'élevant à 1,1 %. Cette performance s'inscrit dans la tendance à la hausse que l'économie dominicaine a affiché au cours des derniers mois avec des taux de croissance de 4,7 % en décembre 2023, 4,2 % en novembre 2023 et 3,6 % en octobre 2023. La stabilité des prix aurait offert un environnement économique adéquat à la croissance de l'activité au mois de février 2024 : le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a connu une croissance de +12,8 %, la construction +9,7 %, la manufacture des zones franches +9,4 % et le commerce +8,5 % g.a.

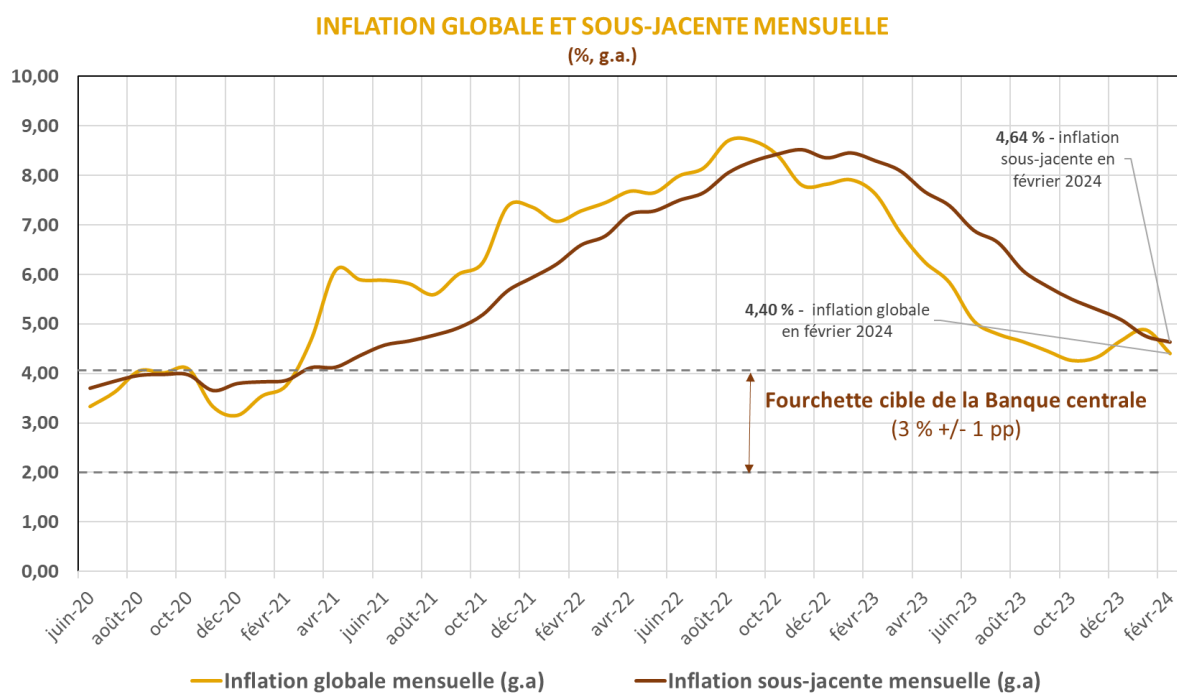
Trinité-et-Tobago

Selon le FMI, après avoir obtenu une croissance de 2,1 % en 2023, le pays devrait atteindre 2,4 % de croissance en 2024. Cette prévision s'appuie sur le dynamisme relatif du secteur non énergétique et la mise en œuvre de nouveaux projets liés à l'énergie. Ces projets aideraient à compenser le récent déclin de la production de gaz naturel qui représenterait encore 80 % des recettes d'exportations. Le FMI recommande de mobiliser le secteur privé et de mener à bien des réformes structurelles afin de disposer d'une économie qui soit inclusive, verte, résiliente et diversifiée. L'inflation aurait quant à elle fortement ralenti, passant de 8,7 % fin 2022 à 0,7 % au 31 décembre 2023.

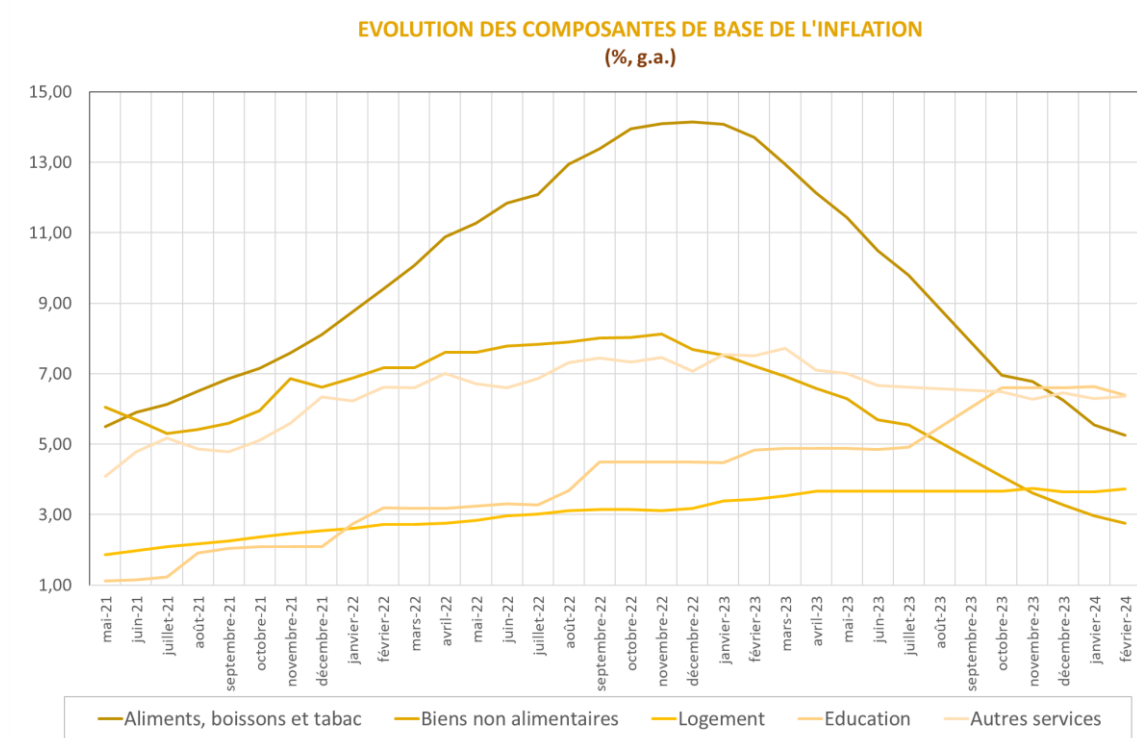
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	2,7 %	54,7 %	3,8 %	11%
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

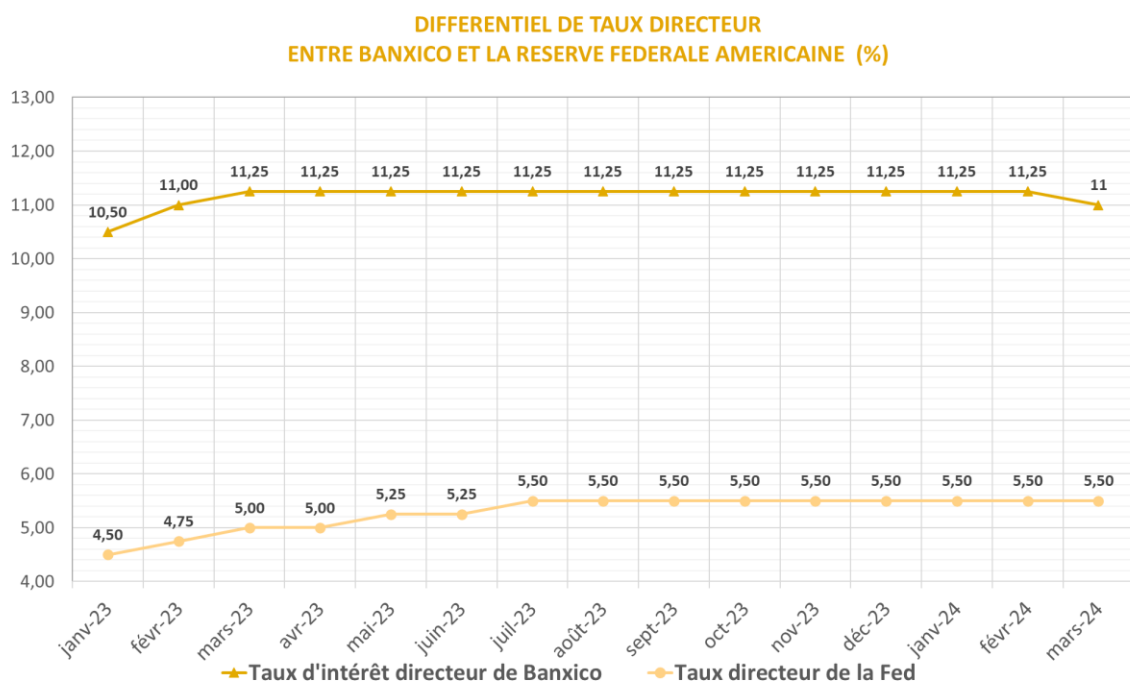
–Annexe Graphique Mexique –



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



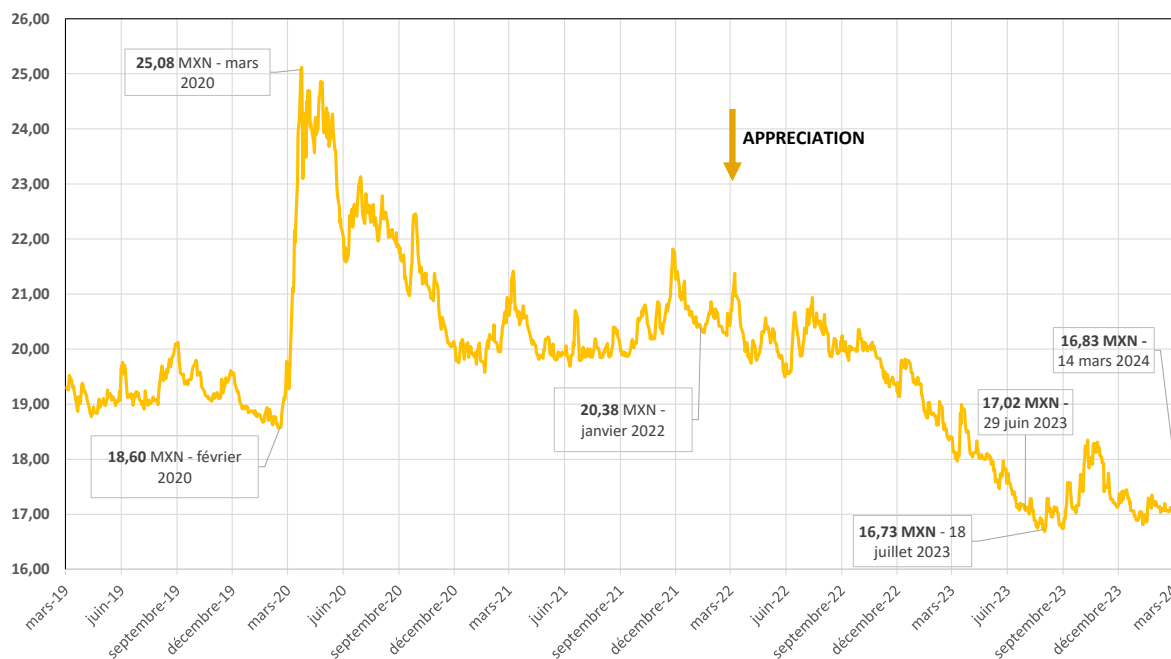
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



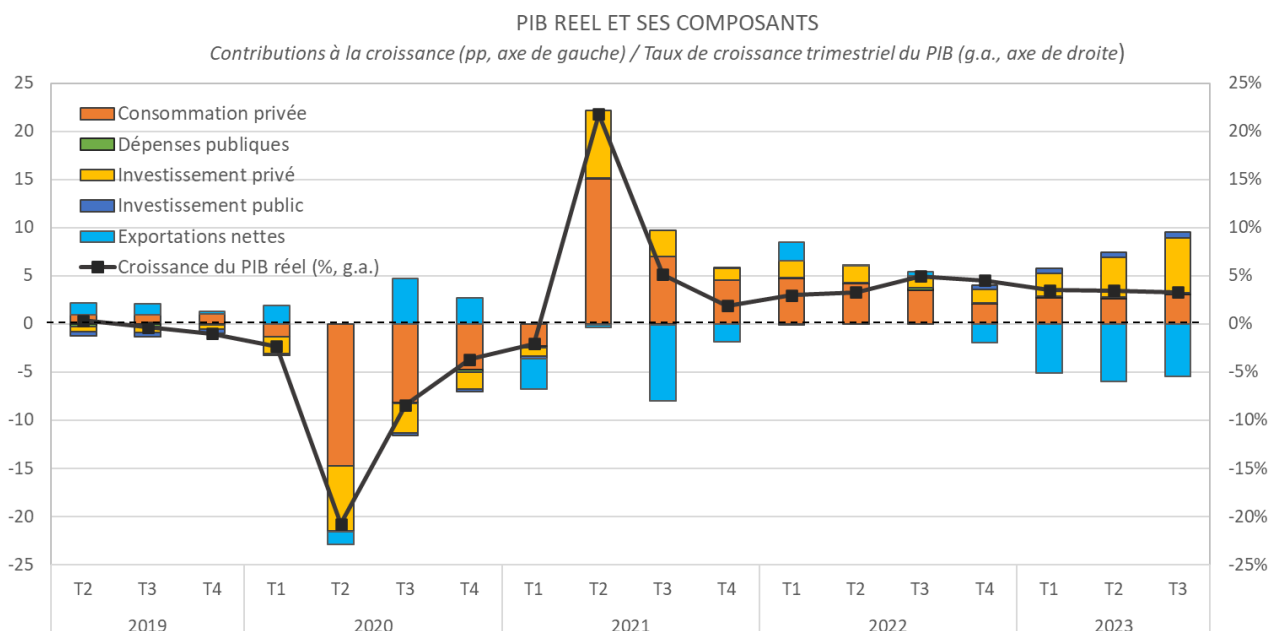
date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

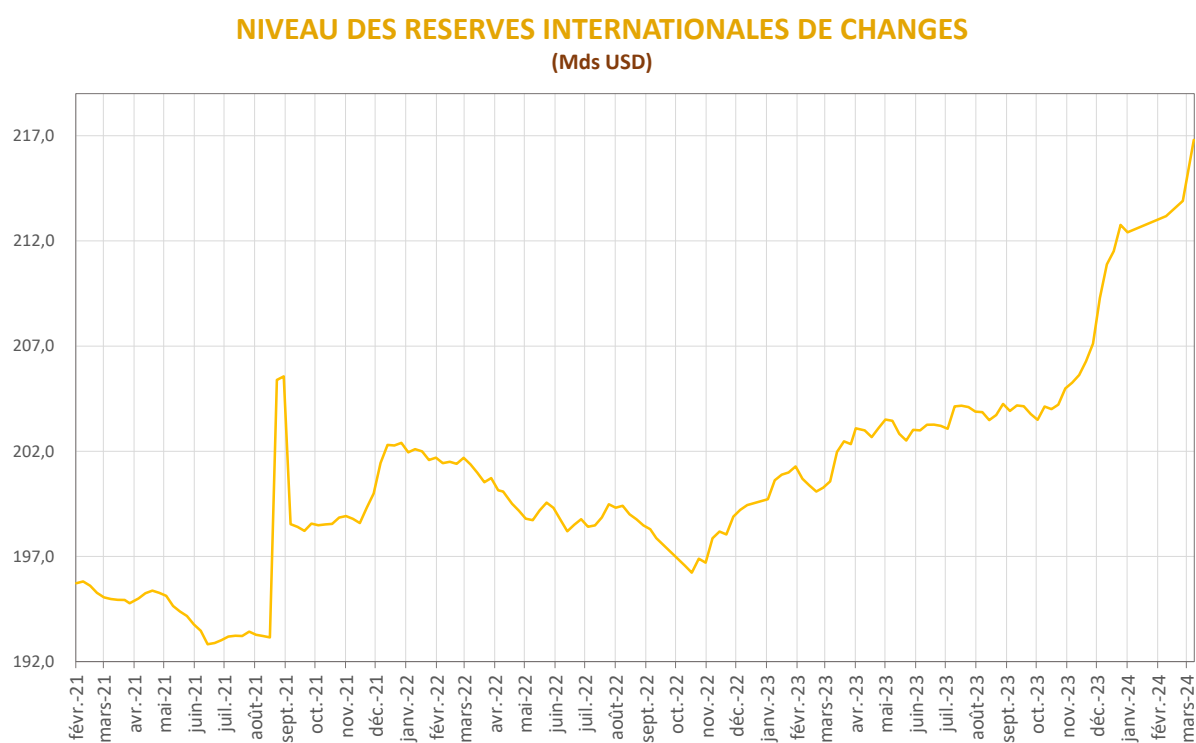
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source: Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr